

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

MAI 2006

La Direction des grandes entreprises, " laboratoire industriel " d'une nouvelle administration fiscale

Conçue dans les dernières années du XXe siècle et ouverte le 1er janvier 2002, la Direction des grandes entreprises (DCE) peut être présentée comme le laboratoire industriel d'une nouvelle administration fiscale. Laboratoire, elle l'est en effet car cette nouvelle structure est le lieu d'expérimentation de diverses innovations administratives dont beaucoup sont, les unes après les autres, étendues à l'ensemble du réseau de la DCI.

La Revue du Trésor - 01/05/2006

La rénovation du Contrôle de la dépense publique

L'organisation et la répartition des tâches entre ordonnateur et comptable dans la procédure de la dépense publique

La Revue du Trésor - 01/05/2006

Le contrôle interne comptable dans le cadre de la nouvelle constitution financière de l'Etat

Dégager des critères de qualité comptable plus opérationnels à partir du principe d'image fidèle

La Revue du Trésor - 01/05/2006

Les emprunts à long terme multi-index: quel intérêt pour la collectivité ?

Les collectivités sont en permanence sollicitées par les établissements bancaires, sous forme de propositions très argumentées en faveur de produits complexes construits dans des configurations spécifiques de marché. Elles doivent pour autant rester maîtresses de leur encours et se fixer une politique propre de sélection des contrats qu'elles souscrivent, ce qui nécessairement suppose de leur part l'élaboration de cahiers des charges précis, en fonction des caractéristiques financières recherchées.

Le Courrier des Maires - 01/05/2006

Management des opérations de recettes et de dépenses

Rapport du gouvernement au parlement sur l'autonomie financière des collectivités territoriales

La Lettre du Financier Territorial - 01/05/2006

L'impact de l'Union européenne sur les finances de l'Etat et des collectivités territoriales

L'impact de l'Union européenne sur le droit financier de l'Etat et des collectivités territoriales peut de prime abord, apparaître superficiel. Qu'il s'agisse des règles nationales ou locales aucune n'a dû être spécialement adaptée pour répondre aux impératifs européens. Par conséquent, l'idée même d'une influence du droit communautaire peut sans doute prêter à discussion.

La Revue du Trésor - 01/05/2006

Répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) au titre de 2006

La présente circulaire a pour objet de présenter les modalités de répartition et de versement de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) au titre de l'exercice 2006.

Le Moniteur - 19/05/2006

Crainte des collectivités sur les marges de manœuvre

Bercy livre ses premiers scénarios sur la maîtrise des dépenses publiques.

La Gazette des Communes - 22/05/2006

Comment valoriser les retombées économiques d'un parc éolien

Les collectivités locales peuvent se contenter de percevoir la taxe professionnelle générée par les parcs éoliens. Mais elles peuvent aussi aller beaucoup plus loin, jusqu'à devenir opératrices. Dans tous les cas, des précautions s'imposent.

Maires de France - 01/05/2006

Clarifier les compétences des collectivités

Décentralisation, principe de subsidiarité, fiscalité locale, cumul des mandats, Dominique Strauss-Kahn répond aux questions de La Lettre du cadre.

La Lettre du Financier Territorial - 01/05/2006

Contrats publics et fonds de compensation de la TVA: enfin une clarification!

Source de simplification notable pour les collectivités territoriales, la loi de finances pour 2006 a fort opportunément clarifié les règles d'éligibilité au fonds de compensation de la TVA (FCJVA) des équipements confiés, par contrat, à un tiers non éligible au fonds. Parallèlement, le juge administratif vient de reconnaître implicitement l'éligibilité au FCTVA de l'ensemble des équipements réalisés en vertu de contrats publics complexes. Désormais, toutes les dépenses d'investissement quelle que soit leur modalité de réalisation sont donc susceptibles d'être éligibles au FCJVA.

AJDA - 08/05/2006

La TVA en questions

Autant dire que la problématique de la récupération de la TVA est devenue, au même titre que l'optimisation des bases fiscales, un enjeu majeur des collectivités locales dans leur recherche toujours plus fine de marges de manœuvre financières !

La Lettre du Cadre Territorial - 15/05/2006

Finances locales : fondamentaux

Description des forces qui sous-tendent l'image financière et comptable d'une collectivité : outre les principes budgétaires les comportements financiers des électeurs et des élus

La Lettre du Financier Territorial - 01/05/2006

CONSOLIDATION

Consolidation des comptes et secteur public local. difficultés passagères ou antinomie révélée ?

Pourquoi chercher à tout prix à consolider les comptes des collectivités locales ? Bien sûr, cette pratique sied parfaitement au secteur privé, et une vision identique dans le secteur public local est attractive. De plus, la reconnaissance de ses apports possibles face au nécessaire développement de l'information financière des collectivités locales n'est plus à décrire (1). Néanmoins, en gardant à l'esprit les spécificités du secteur public local, les attentes particulières d'acteurs politiques et administratifs, et la nature et la finalité des collectivités locales, différentes de celles d'organisations issues du secteur privé, pourquoi chercher à tout prix à appliquer le concept de consolidation des comptes ?

La Revue du Trésor - 01/05/2006

Sauvegarder ses données : un réflexe vital

Parce que sans informatique une collectivité ne peut plus fonctionner, effectuer des sauvegardes de sécurité est absolument indispensable. Explications.

Le Courrier des Maires - 01/05/2006

Les courriels sont-ils communicables aux usagers ?

Réponse à la question n° 65117, JOAN du 31 janvier 2006, p. 1024.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/05/2006

Une réorganisation des services à prévoir

L'ordonnance du 8 décembre 2005 vise à simplifier les échanges électroniques entre les usagers et les administrations. Les collectivités doivent mettre en place les solutions appropriées.

La Gazette des Communes - 02/05/2006

Dématérialisation des paies : les pionniers

Une opération de dématérialisation a été lancée au plan national par le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. En phase d'expérimentation en 2005, la dématérialisation ne sera obligatoire qu'en 2007.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/05/2006

Le certificat électronique

C'est le véritable passeport pour la dématérialisation. Exigé pour réaliser de nombreuses procédures via Internet, le certificat électronique sert à identifier son détenteur

Le Moniteur - 19/05/2006

RESSOURCES HUMAINES

Agents contractuels : le renouvellement du contrat

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 26 juillet 2005, le renouvellement des contrats a évolué. Cette fiche fait le point sur la réforme, dans un domaine qui suscite de nombreux contentieux.
Le Nouveau Courrier - 01/05/2006

L'outre-mer étouffé d'être le paradis des fonctionnaires : Primes variées, impôts réduits...

Dans les DOM-COM, la fonction publique, d'Etat ou locale, soigne ses agents. Un statut doré qui pèse lourd sur le secteur privé et les autres salariés.
L'Expansion - 01/05/2006

Recensement : la réforme en pratique

On connaît fin 2008 les nouveaux chiffres de population authentifiée. Mais les communes enquêtées bénéficient de premiers résultats statistiques grâce à la nouvelle méthode de recensement.
Maires de France - 01/05/2006

Un exemple de dématérialisation des " bulletins " de paye (Essonne)

Le but de ce processus est d'étendre cette dématérialisation à l'ensemble des pièces de la chaîne comptable et financière.
La Revue du Trésor - 01/05/2006

Appliquer le CDI dans la fonction publique territoriale

La loi du 26 juillet 2005 a introduit une innovation majeure dans le droit de la fonction publique en ouvrant la possibilité de créer des contrats à durée indéterminée dans les collectivités territoriales.
La Gazette des Communes - 02/05/2006

Ces agents que l'on ne peut pas augmenter

Comment gérer des agents dont il est impossible d'augmenter les salaires? Les agents non titulaires, en CDI ou en CDD renouvelables, souffrent de cette situation. Une réponse Juridique et législative apparaît urgente.
La Gazette des Communes - 15/05/2006

Dématérialisation des paies : les pionniers

Une opération de dématérialisation a été lancée au plan national par le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. En phase d'expérimentation en 2005, la dématérialisation ne sera obligatoire qu'en 2007.
La Lettre du Cadre Territorial - 15/05/2006

Situation des personnels des associations reprises en régie par une collectivité territoriale

Ces dernières années ont vu nombre de collectivités territoriales reprendre en régie des activités précédemment exercées par des associations, éventuellement transparentes. La situation des personnels de ces associations est souvent dans un tel cas la principale difficulté. Alors que la jurisprudence a connu d'importantes évolutions depuis 2000, il aura fallu pas moins de trois interventions du législateur pour éclairer les collectivités sur ce qu'elles peuvent et doivent faire.
AJDA - 22/05/2006

Contrats emploi jeune

Il résulte de l'article L 322-4-20 du Code du travail que les contrats emploi jeune sont des contrats de droit privé. En conséquence, les litiges nés de la conclusion, de l'exécution ou de la rupture de tels contrats, y compris les litiges relatifs aux allocations d'assurance chômage réclamées à la suite de la rupture de ces contrats, relèvent du juge judiciaire même lorsque l'employeur est une personne publique.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/05/2006

✚ Je souhaite réformer l'intercommunalité "

Elections, retrait des communes, finances..., le ministre délégué aux Collectivités territoriales souhaite aboutir d'ici fin 2006. Il renvoie en revanche la réforme des finances locales au lendemain des élections nationales de 2007. Le gouvernement va modifier l'ordonnance du 28 juillet 2005 sur les règles de création et de gestion des sites cinéraires pour répondre aux craintes des élus locaux. Enfin, Brice Hortefeux souhaite mieux coordonner les programmes de coopération décentralisée des collectivités.
Le Courrier des Maires - 01/05/2006

✚ 10 Conseils sur la gestion et la mutualisation des agents par les groupements intercommunaux

La création de services communs permet aux communes et aux communautés de mutualiser leurs ressources humaines affectées à un service, à une compétence, voire à l'intégralité de l'administration locale. Gage d'efficacité et d'économie, la mutualisation des services communaux et communautaires peut être un outil efficace pour éviter les doublons de services et doter le territoire d'une expertise spécifique qu'aucune collectivité ne pourrait employer seule à plein temps. Si les principes traditionnels de l'exclusivité et de la spécialité interdisent aux communautés d'intervenir dans le champ de compétence de leurs communes membres (et inversement), les pratiques de conventionnement apportent une souplesse nécessaire à la conduite de l'action locale. A cet égard, la loi du 13 août 2004 a largement modifié le décret
Le Courrier des Maires - 01/05/2006

✚ Handicap : la création d'une commission communale d'accessibilité

Les communes et PECl de plus de 5 000 habitants qui ne l'ont pas encore fait doivent créer une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées.
Maires de France - 01/05/2006

✚ Les avancées de l'intercommunalité

A l'origine simple outil prévisionnel des orientations en matière de logement, le PLH tend à devenir un outil stratégique des politiques de l'habitat à l'échelle des territoires. Aujourd'hui, même les pays l'adoptent.
Le Courrier des Maires - 01/05/2006

✚ Les conventions de mise à disposition de services à l'épreuve du statut de la fonction publique territoriale

La conclusion de conventions de mise à disposition de services entre les communautés et leurs communes membres constitue l'une des innovations juridiques du droit de l'intercommunalité introduite par la loi du 13 août 2004.
Collectivités Territoriales Intercommunalité - 01/05/2006

✚ Quand une communauté défriche la compétence " friche industrielle "

La communauté de communes du pays de Tulle a élargi sa compétence économique afin de permettre " l'acquisition, la réhabilitation et la commercialisation de sites délaissés ou désaffectés ".
Maires de France - 01/05/2006

✚ La communauté urbaine de Marseille veut étendre son influence

Le refus du Pays d'Aubagne d'être absorbé par la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) illustre les difficultés de la " simplification " de la carte de l'intercommunalité demandée aux préfets d'ici à fin juin. Une démarche peu aisée quelques années seulement après des regroupements qui n'étaient pas dans les habitudes régionales.
Les Echos - 15/05/2006

✚ Françoise de Panafieu prône le concept de " Grand Paris "

Pour Françoise de Panafieu, "en Grande-Bretagne, on parle des 11 millions d'habitants de Londres et non plus des 2,2 millions du centre de la capitale britannique et, à Berlin, c'est pareil ". Ce modèle s'impose à la France.
Les Echos - 24/05/2006

✚ Le "Journal officiel des communautés européennes" est-il une publication habilitée à recevoir des annonces légales ?

CE n° 277554 du 8 juillet 2005, "Société EGS". Article R.1411-1 du CGCT. Loi n° 55-4 du 4 janvier 1955. CE n° 266975 du 19 novembre 2004, "Société Saur".

La Gazette des Communes - 02/05/2006

✚ Un partenariat public privé pour bâtir et gérer un collège Eric Doligé, président du conseil général, espère réduire les délais de construction du collège.

L'établissement doit être livré en août 2007.

La Gazette des Communes - 15/05/2006

✚ Projets BTP : les partenariats public-privé décollent Les collectivités locales ont déposé une trentaine de projets. Ils visent à faire réaliser, financer et entretenir des bâtiments, ouvrages et infrastructures publics par des entreprises privées.

La Tribune - 19/05/2006

Comment réaliser les opérations d'aménagement

Les bouleversements que connaissent les SEM d'aménagement et les collectivités dans leur relation bipartite du fait de la mise en concurrence des mandats depuis 2003 et des concessions depuis 2005 sont l'occasion de reposer les bases de la réflexion sur les modes de réalisation des opérations d'aménagement.
Le Courrier des Maires - 01/05/2006

Les SEM défendent leur place

Les nouvelles Sociétés d'économie mixte (SEM) créées depuis 2000 sont majoritairement tournées vers les services : tourisme, eau, énergie, assainissement, services aux entreprises, agences de développement économique... Mais aujourd'hui, la réglementation européenne s'intéresse de près aux interventions publiques dans le secteur privé.
Journal des Maires - 01/05/2006

Une SEM pour exploiter les éoliennes

Les revenus des éoliennes permettent de financer le désenclavement des villages de montagne
Maires de France - 01/05/2006

ASSOCIATIONS

La dotation globale est une subvention

Bulletin n° 139, septembre 2005, § 109, p. 478, chronique EJ. 2005-73.
Juris Associations - 01/05/2006

Tableaux de bord : analyser le passé pour mieux préparer l'avenir

Solde intermédiaire de gestion, seuils de rentabilité, capacité d'autofinancement... des terminologies qui semblent tout droit sorties du secteur commercial. Pourtant, une fois adaptés aux exigences particulières du monde associatif, ce sont autant d'outils qui permettent un réel suivi de la rentabilité des activités de l'association. Une rentabilité qui, aux yeux notamment des financeurs et des partenaires extérieurs, apparaît comme un gage de pérennité et d'efficacité. La pérennité du projet associatif, qui doit également rester la principale obsession des membres de l'association.

Juris Associations - 01/05/2006

Associations : Le contrat de volontariat est définitivement adopté

L'employeur devra obtenir un agrément de l'Etat pour recourir aux services des volontaires.
La Gazette des Communes - 15/05/2006

Du nouveau en matière budgétaire et comptable

Le texte modifiant le décret budgétaire et comptable du 22 octobre 2003 (voir JA n° 290/2003, p. 6) est enfin paru au Journal officiel.

Juris Associations - 15/05/2006

La comptabilité appliquée aux associations et aux fondations

Le Conseil national de la vie associative (CNVA) vient de rééditer le " Plan comptable des associations et fondations - application pratique ". Cette nouvelle édition s'appuie sur le règlement 99-01 du 16 février 1999 qui reste inchangé. Néanmoins, elle s'est enrichie d'articles de fonds qui offrent aux responsables associatifs, bénévoles, experts du chiffre, une réflexion plus approfondie sur des thèmes spécifiques aux associations et fondations

Juris Associations - 15/05/2006

Economie solidaire : les collectivités renforcent leur accompagnement

Plus de 10% c'est le poids de l'économie sociale et solidaire dans l'ensemble de l'économie
La Gazette des Communes - 22/05/2006

Textes comptables applicables dans (es associations du secteur médico-social

Bulletin CNCC n° 140, 01/12/2005, p. 707-708
VIGIE-PCL.COM - 22/05/2006

Situation des personnels des associations reprises en régie par une collectivité territoriale

Ces dernières années ont vu nombre de collectivités territoriales reprendre en régie des activités précédemment exercées par des associations, éventuellement transparentes. La situation des personnels de ces associations est souvent dans un tel cas la principale difficulté. Alors que la jurisprudence a connu d'importantes évolutions depuis 2000, il aura fallu pas moins de trois interventions du législateur pour éclairer les collectivités sur ce qu'elles peuvent et doivent faire. AJDA - 22/05/2006

DELEGATIONS

Comment négocier avec un candidat à une délégation de service public ?

La méthode, qui consiste à mettre en lumière les marges de manœuvre du délégataire, permet de nombreuses remises en cause par rapport aux offres initiales des candidats. L'époque où certains délégataires pouvaient espérer amadouer la collectivité avec un " minimum de verroterie " est bel et bien révolue.

La Lettre du Financier Territorial - 01/05/2006

Le "Journal officiel des communautés européennes" est-il une publication habilitée à recevoir des annonces légales ?

CE n° 277554 du 8 juillet 2005, "Société EGS". Article R.1411-1 du CGCT. Loi n° 55-4 du 4 janvier 1955. CE n° 266975 du 19 novembre 2004, "Société Saur".

La Gazette des Communes - 02/05/2006

Contrats publics et fonds de compensation de la TVA: enfin une clarification !

Source de simplification notable pour les collectivités territoriales, la loi de finances pour 2006 a fort opportunément clarifié les règles d'éligibilité au fonds de compensation de la TVA (FCJVA) des équipements confiés, par contrat, à un tiers non éligible au fonds. Parallèlement, le juge administratif vient de reconnaître implicitement l'éligibilité au FCTVA de l'ensemble des équipements réalisés en vertu de contrats publics complexes. Désormais, toutes les dépenses d'investissement quelle que soit leur modalité de réalisation sont donc susceptibles d'être éligibles au FCJVA.

AJDA - 08/05/2006

Comment faire face à l'essor de la crémation

En hausse depuis vingt ans, la pratique crématisante concerne 25% des décès. Les villes s'organisent, mais le nombre de sites cinéraires reste insuffisant. Une réforme est en cours pour donner un statut aux cendres humaines.

La Gazette des Communes - 08/05/2006

Prix de l'eau : des factures peu limpides

Pour les consommateurs, le prix de l'eau a doublé en quinze ans en raison de la sophistication des traitements, de la nécessaire préservation de l'environnement, mais aussi d'un mode de gestion opaque et non concurrentiel

Le Monde - 09/05/2006

La SNCF reprend l'offensive sur les liaisons interrégionales

L'opérateur public mobilise sa force commerciale dans le développement de Corail Intercités, la nouvelle marque de son réseau avec l'objectif d'augmenter le trafic de 12 % d'ici à 2009, qui est aujourd'hui de 24 millions de voyageurs.

Les Echos - 13/05/2006

Le coût de l'eau

Il n'y a de gestion efficace possible que locale, ce que peu d'Etats sont prêts à accepter.

Les Echos - 16/05/2006

Les transports publics urbains

Rapport au Président de la République suivi des réponses des administrations et des organismes intéressés

Le Monde - 19/05/2006

Contrat "in house": appréciation du caractère essentiel des activités de l'entreprise

CJCE 11 mai 2006, Carbotermo SpA, Consorzio Alisei c/ Comme ai Busto Arsizio, AGESPSpA. aff. C-340/04.

AJDA - 22/05/2006

 **Desserte des îles du Frioul : Marseille rentre dans le rang**

La signature hier d'une délégation de service public avec le groupe Veolia pour la desserte des îles du Frioul à Marseille régularise une situation unique sur les côtes françaises.

Les Echos - 24/05/2006

La tarification à l'activité (T2A) dans le secteur hospitalier public

Depuis 2005, les hôpitaux connaissent de nouvelles modalités de financement de leur activité avec une mise en œuvre progressive de la T2A. Cette nouvelle formule avait été largement plébiscitée par la communauté hospitalière. Les hoquets de son application sur le terrain provoquent aujourd'hui des critiques qui peuvent s'expliquer par plusieurs raisons

La Revue du Trésor - 01/05/2006

Questions sur les nouvelles concessions d'aménagement

La loi du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement avait pour objet déclaré de rendre les conventions d'aménagement françaises compatibles avec le droit communautaire. Alors que son décret d'application n'est toujours pas paru, force est de constater que de nombreuses questions restent posées quant au champ d'application, à la nature juridique et au contenu de ces contrats. Au point que l'on peut se demander si, en réalité, ce contrat original peut être maintenu dans un contexte profondément renouvelé sous l'influence du droit communautaire

AJDA - 08/05/2006

La Cour des comptes dénonce la gestion du personnel de l'hôpital public

Les magistrats de la rue Cambon stigmatisent un pilotage de la masse salariale « particulièrement lacunaire ».

La Tribune - 12/05/2006

Santé publique : Une implication croissante des collectivités

Depuis une dizaine d'années, le paysage sanitaire français est en pleine recomposition. Dernières évolutions majeures, la loi relative à la politique de santé publique du 9 août 2004 et la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales du 13 août 2004 ont conduit à un réaménagement des compétences en matière de santé. Les collectivités locales sont désormais conviées à la mise en œuvre des plans régionaux de santé publique à travers leur participation au sein des groupements régionaux de santé publique.

La Gazette des Communes - 15/05/2006

La plus grosse société HLM de Gironde en crise

Contrôlé par les organismes collecteurs du 1 %, Domofrance a destitué son directeur, qui paie sa trop grande indépendance à l'égard du monde paritaire.

Les Echos - 15/05/2006

MARCHES PUBLICS

Commission d'appel d'offres : le reflet du choix des électeurs ?

Si les dispositions légales et réglementaires fixant les modalités d'élection des membres des commissions locales, en particulier la commission d'appel d'offres, imposent leur désignation à 1a représentation proportionnelle, elles restent en revanche silencieuses sur les modalités de composition des listes. La jurisprudence est venue préciser les règles à suivre en la matière.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/05/2006

L'indemnisation d'une chance sérieuse de remporter un marché

Une société évincée d'un marché public qui n'était pas dépourvue de toute chance de remporter ce marché doit être regardée, eu égard à la qualité de son offre qui était en outre la moins-disante, comme ayant eu une chance sérieuse de remporter ce marché.

AJDA - 01/05/2006

Marché public : peut-on remplacer un membre du jury ?

Conseil d'État, 25 janvier 2006, communauté urbaine de Nantes, n° 257978.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/05/2006

Marchés publics et juge pénal : dévoiement d'un texte par la pratique judiciaire

Le délit de favoritisme a évolué dans la pratique judiciaire. Les candidats évincés sont de plus en plus à l'origine des poursuites pénales. Les magistrats saisis des plaintes des candidats évincés font une application peu orthodoxe du texte. L'achat public contient des risques juridiques majeurs pour la collectivité qu'elle doit prévenir.

La Lettre du Cadre Territorial - 01/05/2006

Références : le décret, rien que le décret !

Conseil d'État, 4 novembre 2005, commune de Bourges, req. n° 280406. -. TA Lyon, Ord., 29 mars 2004, Société Onyx ARA, req. n° 0401737.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/05/2006

Honorer les architectes

Ceux-ci sont soumis à des règles de concurrence qui peuvent faire l'objet d'offres d'honoraires fermes ou de négociations. Ils contiennent aussi des clauses qui peuvent être différentes selon le système d'honoraires choisi et le type de marché retenu par le maître d'ouvrage public.

Le Moniteur - 05/05/2006

Le Code 2006 ne convient pas à Bruxelles

La réforme du code des marchés publics joue son arlésienne.

Le Moniteur - 07/05/2006

La commande publique de prestations intellectuelles

Rapport final et outil Petrus, Acad (Association des consultants en aménagement et développement), 2005

Le Moniteur - 12/05/2006

Le portail e-Bourgogne continue à se développer

La salle des marchés publics virtuelle, mise en place par 1309 entités publiques, affiche déjà 5 900 consultations.

La Gazette des Communes - 15/05/2006

Comment faire appel à un mandataire " loi MOP " ? (2)

La semaine dernière, l'avocat Biais Eglié-Richters nous a rappelé qu'un contrat de mandat "loi MOP" était un marché public. Il en déduisait que le choix de la procédure devait résulter du montant de l'opération et de la nature des prestations en cause.

Le Moniteur - 19/05/2006

 **Le certificat électronique**

C'est le véritable passeport pour la dématérialisation. Exigé pour réaliser de nombreuses procédures via Internet, le certificat électronique sert à identifier son détenteur

Le Moniteur - 19/05/2006

 **Contentieux : Référé précontractuel**

Le juge peut contrôler les motifs de la décision d'une commission d'appel d'offres.

La Gazette des Communes - 22/05/2006

 **Précisions sur l'accès des entreprises récemment créées aux marchés publics**

CE 10 mai 2006, Société Bronzo, n°281976.

AJDA - 22/05/2006

 **Précisions sur les passations de marchés par lots**

CE 10 mai 2006, Société Schlocchet, n° 288435.

AJDA - 22/05/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Attirer les entreprises sur son territoire

Accueil (guichet unique, recherche de financements, aides...) Infrastructures (terrains, logistique, haut débit...) Synergies (sous- traitants, fournisseurs, centres de recherche, de formation...) Cadre de vie (logement, éducation, santé, culture...)

Maires de France - 01/05/2006

Les agglomérations de plus en plus impliquées dans la veille économique

La veille économique est un dispositif organisé et permanent de collecte, traitement, diffusion et exploitation des informations permettant au territoire d'anticiper et de réagir face aux évolutions économiques. "

Maires de France - 01/05/2006

Comment valoriser les retombées économiques d'un parc éolien

Les collectivités locales peuvent se contenter de percevoir la taxe professionnelle générée par les parcs éoliens. Mais elles peuvent aussi aller beaucoup plus loin, jusqu'à devenir opératrices. Dans tous les cas, des précautions s'imposent.

Maires de France - 01/05/2006

Quand une communauté défriche la compétence " friche industrielle "

La communauté de communes du pays de Tulle a élargi sa compétence économique afin de permettre " l'acquisition, la réhabilitation et la commercialisation de sites délaissés ou désaffectés ".

Maires de France - 01/05/2006

La France met le cap sur l'innovation industrielle

67 pôles ont été désignés, dont 15 à vocation mondiale. Il s'agit de faire travailler ensemble recherche publique, entreprises privées et collectivités locales. Le but : devenir pour chacun la " référence " dans son domaine.

La Tribune - 03/05/2006

Pôles de compétitivité : l'Etat accorde une première subvention de 115 millions d'euros

L'Etat affecte une première enveloppe sous forme d'aide directe à 73 projets de recherche portés par les pôles de compétitivité. Au total, quelque 325 millions d'euros seraient déjà acquis permettant de lancer 1 milliard d'euros de projets. Au prix d'un savant équilibre entre filières d'activité et régions concernées, 40 pôles sur les 66 existants sont concernés par cette première somme.

Les Echos - 04/05/2006

Convention Etat-région de délégation des aides suite à l'approbation d'un schéma régional de développement économique

La présente circulaire a pour objet de présenter un cadre de mise en œuvre permettant l'expérimentation de délégation des aides aux entreprises et proposer un modèle de convention type entre l'Etat, la région et, le cas échéant, d'autres collectivités territoriales ou leurs groupements. La convention définit les objectifs de cette expérimentation, les aides concernées, ainsi que les moyens financiers mis en œuvre par chacune des parties

Le Moniteur - 05/05/2006

Zone franche : des entreprises sans charges et sans scrupules

A Montpellier les habitants attendent toujours les embauches espérées.

Libération - 08/05/2006

Le Languedoc-Roussillon souhaite doper l'apprentissage

Sur les 133 millions d'euros du budget régional de la formation, 60 millions d'euros sont consacrés à l'apprentissage, chiffre en augmentation de 11 %. Le seuil des 13.000 apprentis a été franchi en début d'année.

Les Echos - 11/05/2006

Développement économique : l'outil droit de préemption

Une commune peut acquérir un terrain au moyen du droit de préemption, à seule fin de le revendre, sans aménagement particulier, à une entreprise qui en a besoin pour réaliser l'extension de ses activités.

Le Conseil d'État vient de l'admettre, dans un arrêt du 6 février 2006*.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/05/2006

Europlace veut créer un pôle de compétitivité en Île-de-France

L'association de promotion de la place de Paris a signé une charte de partenariat avec la région. Pour son président, Jean-Paul Huchon, la consolidation des Bourses ne peut s'affranchir de leur proximité avec les utilisateurs.

La Tribune - 15/05/2006

Les pôles de compétitivité bien partis

Les projets innovants et les financements sont au rendez-vous pour les six pôles de la région Île-de-France.

La Tribune - 16/05/2006

Bruxelles met un bémol aux zones franches urbaines

Six mois après les violences urbaines, le plan de relance de la politique de la ville tient son calendrier, a estimé hier Catherine Vautrin, ministre à la Cohésion sociale. Certaines nouvelles dispositions heurtent cependant la Commission européenne.

Les Echos - 18/05/2006

Des aides pour doper l'entreprise

Les entreprises installées en zones franches urbaines bénéficient d'exonérations de charges conséquentes. Des économies dont les dirigeants tirent profit pour donner de l'élan à leur société.

Le Moniteur - 19/05/2006

Des mesures pour les seniors et les pôles de compétitivité

Le projet de loi sur la participation s'enrichit de mesures sociales diverses adressées hier aux partenaires sociaux pour avis, avant leur transmission au Conseil d'Etat

Le Figaro - 19/05/2006

Le prêt de main-d'œuvre devrait être testé dans les pôles de compétitivité

Le dispositif, introduit discrètement dans un projet de loi transmis au Conseil d'Etat, devrait surtout concerner les chercheurs. Les formules existantes ont peu de succès

Le Monde - 20/05/2006

Comment optimiser "l'effet ZFU"

15 zones franches urbaines (ZFU) verront le jour le 1er août, s'ajoutant aux 85 existantes. Les meilleurs résultats sont obtenus lorsque des politiques de requalification urbaine ou liées à l'offre immobilière les accompagnent.

La Gazette des Communes - 22/05/2006

Le droit de préemption urbain : Un outil pour le maintien de l'activité économique ?

Une collectivité territoriale peut acquérir un terrain par voie de préemption à la seule fin de sa revente, en l'état, à une entreprise dans le but de permettre le maintien et l'extension d'une activité économique

La Gazette des Communes - 22/05/2006

Le renouveau industriel de Belfort prend forme

Baptisé Techn'Hom, parce qu'il reliera les sites voisins du technopôle et d'Alstom, le futur parc urbain d'activités industrielles et tertiaires est en phase de démarrage.

Les Echos - 24/05/2006

Les CCI et les collectivités poussent les PME à exporter

Les initiatives se multiplient pour aider les PME à sortir des frontières. État des lieux alors que le 18e Salon de la mobilité internationale et du commerce international (Avenir Export-Avenir Expat) se tient du 30 mai au 1er juin au Cnit Paris-La Défense.

La Tribune - 24/05/2006

 **Pôles de compétitivité : la région "aligne " 12,2 M€ supplémentaires**

Nouvelle enveloppe pour les pôles de compétitivité votée par le conseil régional ce jeudi. La région porte de 12,4 à 31 M€ son aide en faveur des projets présentés. S'ajoutent 78 M€ de l'Etat et 20 M€ d'autres collectivités.

Le Tout Lyon en Rhône-Alpes - 26/05/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Eoliennes et principe de précaution

Le principe de précaution peut-il être invoqué à l'appui d'une demande d'annulation d'un permis de construire des éoliennes ? C'est à cette question qu'a récemment répondu la cour administrative de Douai
Journal des Maires - 01/05/2006

L'éco-responsabilité 2. La norme ISO 14001

La certification environnementale selon la norme ISO 14001.
Journal des Maires - 01/05/2006

Que faire des boues d'épuration ?

D'ici 2007, le tonnage des boues de stations d'épuration devrait augmenter de 40 à 50% à l'échelle nationale. Face à la fragilisation des débouchés traditionnels, les collectivités doivent s'adapter pour trouver des filières d'élimination pérennes.
Le Courrier des Maires - 01/05/2006

Responsabilités de l'État et de la commune du fait des dommages causés par une installation classée

Si l'État est peut être tenu pour responsable de son inaction dans le contrôle d'une installation classée pour la protection de l'environnement, la commune peut également être reconnue responsable du fait du non exercice de ses propres compétences.
Collectivités Territoriales Intercommunalité - 01/05/2006

Prix de l'eau : des factures peu limpides

Pour les consommateurs, le prix de l'eau a doublé en quinze ans en raison de la sophistication des traitements, de la nécessaire préservation de l'environnement, mais aussi d'un mode de gestion opaque et non concurrentiel
Le Monde - 09/05/2006

Le secrétariat général du ministère de l'Intérieur fait se rencontrer des responsables du secteur privé de la sphère publique et du monde universitaire pour confronter leurs expériences en matière de développement durable

Il s'agit de faire se rencontrer des personnalités qui n'ont pas forcément l'occasion de sortir de leur secteur d'activité - public, privé ou universitaire, souvent trop cloisonné en France, d'échanger et de confronter des expériences avec pour objectif de déboucher sur des actions concrètes.
Bulletin Quotidien - 10/05/2006

Les Boucles de la Seine endiguent le flot des déchets dérivants

Sur les berges de la Seine, les déchets se ramassent par centaines de tonnes et à la main. Un travail laborieux, qui n'en est qu'à mi-parcours, après cinq ans de "dégraissage".
La Gazette des Communes - 15/05/2006

La bourse des droits à polluer se dégonfle

Le protocole de Kyoto est entré en vigueur le 16 février 2005, quand les pays l'ayant ratifié ont représenté 55% du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les Etats-Unis, qui émettent à eux seuls 30 à 55% du total des gaz à effet de serre d'origine humaine, ont signé mais ont refusé de ratifier le protocole, tout comme l'Australie.
Libération - 16/05/2006

Les bons plans du développement durable

Pas à pas, le développement durable passe du vœu pieux ou du gri-gri de communiquant à la culture d'entreprise. Sans provoquer une génération spontanée de postes. Mais les cadres qui savent ajouter cette compétence à leur CV y trouvent leur compte.
Courrier Cadres - 18/05/2006

✚ Collecte et traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du Code général des collectivités territoriales

Décret n° 2006-503 du 2 mai 2006
Le Moniteur - 19/05/2006

✚ Evaluation de certains plans, schémas, programmes et autres documents de planification ayant une incidence notable sur l'environnement

Circulaire du 12 avril 2006
Le Moniteur - 19/05/2006

✚ La pluie recharge les nappes, mais la qualité est en baisse

Grâce aux dernières précipitations, le risque de sécheresse diminue.
Libération - 19/05/2006

✚ Les réserves d'eau à la hausse en France

Les pluies de printemps ont permis de reconstituer une partie des petites nappes souterraines, mais des préoccupations demeurent pour le Bassin parisien, le Nord et la région Rhône-Alpes.
Le Figaro - 19/05/2006

✚ Déficit en eau en France : moins d'inquiétude pour cette année

La question de la qualité de l'eau reste préoccupante
Les Echos - 20/05/2006

✚ Les députés ont adopté en première lecture le projet de loi sur l'eau

Le financement de la politique de l'eau a été au centre de longs débats. Pour ménager les agriculteurs, les députés ont renoncé à leur appliquer le principe pollueur-payeur
Le Monde - 20/05/2006

✚ La Charte de l'environnement ne donne pas en soi intérêt pour agir

Les articles 1 et 2 de la Charte de l'environnement ne donnent pas un intérêt à agir à toute personne qui souhaite contester la légalité d'une décision prise dans le domaine de l'environnement, a décidé le juge des référés du tribunal administratif d'Amiens dans une ordonnance du 8 décembre 2005. AJDA - 22/05/2006 "160 Environnement" Loi sur l'eau : l'absence du principe " pollueur-payeur " critiquée Le texte sera voté le 30 mai prochain. Les députés ont adopté un amendement créant une redevance sur le gros bétail. Un crédit d'impôt est prévu sur les équipements permettant de récupérer l'eau de pluie.
Les Echos - 22/05/2006

✚ Incinérateurs de déchets : 37 sites inspectés en Rhône-Alpes

Les arrêtés ministériels du 20 septembre 2002 ont renforcé les exigences en matière de qualité des rejets atmosphériques et de surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage des installations d'incinération de déchets.
Le Tout Lyon en Rhône-Alpes - 26/05/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

Régions contre Etat : Bruxelles n'arbitrera pas

Face au refus du gouvernement de décentraliser la gestion des fonds européens, les présidents de région ont pris le train pour Bruxelles où ils ont obtenu une écoute sympathique mais pas d'engagement. De retour à Paris, ils ont rencontré toujours la même intransigeance.

Le Courrier des Maires - 01/05/2006

Clarifier les compétences des collectivités

Décentralisation, principe de subsidiarité, fiscalité locale, cumul des mandats, Dominique Strauss-Kahn répond aux questions de La Lettre du cadre.

La Lettre du Financier Territorial - 01/05/2006

Etat contre régions, une caricature

Ni l'égalité républicaine, ni la décentralisation ne passent par un procès permanent au pouvoir central

Le Monde - 18/05/2006

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

Les chambres régionales des comptes ont gagné leurs galons

Elus et fonctionnaires locaux, placés sous la haute surveillance de ces magistrats, ont amélioré leur gestion financière. En cas de dérapage ou de malversations, les contrôleurs peuvent faire justice eux-mêmes.
Le Nouvel Economiste - 18/05/2006

CONTROLE PUBLIC

✚ La Cour des comptes déplore le cadre "excessivement complexe" et opaque dans lequel s'exerce la gestion des personnels hospitaliers

La Cour des comptes déplore le cadre "excessivement complexe" et opaque dans lequel s'exerce la gestion des personnels hospitaliers, "guère favorable" à ses yeux "à une gestion efficace des ressources humaines".
Bulletin Quotidien - 12/05/2006

✚ La Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale du Sénat considère que la dette sociale pourrait atteindre 105 milliards d'euros en 2009

La dette des hôpitaux publics - 500 millions d'euros de reports de charges estimés, devra être étudiée lorsque la commission des Affaires sociales aura reçu, les conclusions de l'enquête demandée à la Cour des Comptes sur le contrôle de gestion des hôpitaux publics dans le cadre de la tarification à l'activité
Bulletin Quotidien - 12/05/2006

✚ La Cour des comptes dénonce la gestion du personnel de l'hôpital public

Les magistrats de la rue Cambon stigmatisent un pilotage de la masse salariale « particulièrement lacunaire ».
La Tribune - 12/05/2006

✚ Quel juge est compétent pour engager la responsabilité de Voies Navigables de France ?

Quand un dommage ne résulte pas de l'exercice des pouvoirs de police, la responsabilité de Voies Navigables de France à l'égard de ses usagers doit être recherchée devant le juge judiciaire même si le dommage est imputable à un vice dans la construction, la conception l'entretien ou le fonctionnement d'un ouvrage public concourant à l'activité de Voies Navigables.
AJDA - 22/05/2006

L'impact de l'Union européenne sur les finances de l'Etat et des collectivités territoriales

L'impact de l'Union européenne sur le droit financier de l'Etat et des collectivités territoriales peut de prime abord, apparaître superficiel. Qu'il s'agisse des règles nationales ou locales aucune n'a dû être spécialement adaptée pour répondre aux impératifs européens. Par conséquent, l'idée même d'une influence du droit communautaire peut sans doute prêter à discussion.

La Revue du Trésor - 01/05/2006

Régions contre Etat : Bruxelles n'arbitrera pas

Face au refus du gouvernement de décentraliser la gestion des fonds européens, les présidents de région ont pris le train pour Bruxelles où ils ont obtenu une écoute sympathique mais pas d'engagement. De retour à Paris, ils ont rencontré toujours la même intransigeance.

Le Courrier des Maires - 01/05/2006

Fonds structurels : les territoires ruraux risquent d'être perdants

La politique régionale européenne pour 2007-2013, réorientée vers les projets faisant la part belle à l'innovation et à la recherche, profitera peu aux zones rurales, redoute un rapport sénatorial.

Les Echos - 20/05/2006

PATRIMOINE

Pas de déclassement d'un bien sans désaffectation de fait

Le conseil municipal ne peut déclasser un bien encore affecté à un service public, même si cette désaffectation est programmée. CAA Versailles, 23 mars 2006, n° 05VE70, Cne Chesnay
Collectivités Territoriales Intercommunalité - 01/05/2006

Péril budgétaire sur les monuments historiques

Crédits en chute libre, transferts aux collectivités locales... L'Etat se désengage de la gestion de son patrimoine et fragilise les entreprises d'art
L'Expansion - 01/05/2006

Publication de la partie législative du code général de la propriété des personnes publiques

Le J.O n° 95 du 22 avril 2006, page 6024, publie enfin l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 relative à la partie législative du code général de la propriété des personnes publiques (NOR: ECOX0400219R) à laquelle est annexé le code ; le même 30, en page 6016, publie le Rapport au Président de la République relatif à cette ordonnance (NOR: ECOX0400219P)
La Lettre du Financier Territorial - 01/05/2006

Code général de la propriété des personnes publiques

Le premier code de la propriété des personnes publiques, applicable aux collectivités locales. Le Code du domaine de l'Etat est abrogé à partir du 1er juillet 2006 (partie législative). Les conditions de recours au bail emphytéotique et au crédit-bail sont assouplies. La constitution de droits réels et leur cession sur le domaine public sont facilitées.
Le Moniteur - 05/05/2006

Le nouveau Code en 10 Questions

A compter du 1er juillet 2006, un Code de la propriété des personnes publiques entre en vigueur (partie législative). Ce nouveau Code s'applique à toutes les personnes publiques, y compris aux collectivités locales. Il se substitue au Code du domaine de l'Etat, qui disparaîtra complètement avec la publication de la partie réglementaire du Code attendue d'ici quelques semaines.
Le Moniteur - 05/05/2006

Patrimoine immobilier : un filon sous-exploité

En menant un inventaire physique de leur patrimoine, les collectivités peuvent réaliser des économies substantielles
La Gazette des Communes - 08/05/2006

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

La commande publique de prestations intellectuelles

Rapport final et outil Petrus, Acad (Association des consultants en aménagement et développement), 2005
Le Moniteur - 12/05/2006

Vers une responsabilité pénale généralisée

Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent être poursuivis pénalement pour tout acte se rapportant à une activité susceptible de faire l'objet d'une convention de délégation de service public
Le Moniteur - 26/05/2006

Les délits non intentionnels. La loi Fauchon : 5 ans après

Cinq années de jurisprudence démontrent que les catégories légales ont été conçues avec une habileté et une précision suffisantes pour que conformément aux souhaits des promoteurs de la réforme la répression ne soit pas affaiblie dans deux domaines : les accidents de la route, car la causalité directe y est la règle, et les accidents du travail, du fait de l'obligation de sécurité très rigoureuse qui pèse sur l'employeur et laisse peu de place à l'allégation d'une ignorance des risques (sauf les mécanismes traditionnels d'exonération pas la délégation) .

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/05/2006

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

50 questions sur la formation des élus locaux

La question de la formation des élus locaux est liée au processus de décentralisation engagé depuis 1982 par le législateur. La reconnaissance d'un droit à la formation s'est développée parallèlement.
Le Courrier des Maires - 01/05/2006

Les courriels ont une valeur juridique

Rép. min. Warsmann, .10 Ass. nat. du 31 janvier 2005, p. 1024, n° 65117.
Juris Associations - 01/05/2006

Les courriels sont-ils communicables aux usagers ?

Réponse à la question n° 65117, JOAN du 31 janvier 2006, p. 1024.
Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/05/2006

COMPTES DE CAMPAGNE